

Le collectif antipub déboule demain pour sa première action

AMIENS - Un collectif des « déboulonneurs » s'est créé à Amiens. Ces militants anti-pub annoncent leur première action de désobéissance civile non violente pour ce vendredi 26 octobre et donnent rendez-vous à 19 heures devant l'hôtel de ville.

À l'image d'autres groupes similaires en France, ce collectif entend lut-

ter contre « l'envahissement de l'espace public par les affiches publicitaires qui se fait, de jour en jour, plus pressant ».

La désobéissance civile contre l'affichage publicitaire

Le collectif des déboulonneurs a fait le constat que « la désobéissance civile était le seul moyen de susciter

un débat national sur l'affichage publicitaire ». C'est pourquoi, depuis novembre 2005, dans tout le pays, les collectifs des déboulonneurs dégradent en les barbouillant de peinture indélébile des panneaux publicitaires.

Le collectif amiénois revendique que l'affichage ait une taille maximale de 50 par 70 cm, sur des dispositifs ne dépassant pas 2 m², avec une

contrainte de densité stricte, en fonction du nombre d'habitants et l'interdiction de tous les dispositifs consommant de l'énergie (dérivants, éclairés, sonores, etc.).

Le collectif des déboulonneurs amiénois annonce sa volonté de faire tous les mois une telle action de désobéissance civile non violente contre le système publicitaire. « jusqu'à obtenir gain de cause ».

SILENCE n° 353 (JANVIER 2008)

Amiens : longue garde à vue. Le 26 octobre 2007 à Amiens, lors d'un barbouillage, deux déboulonneurs ont été interpellés devant soixante autres militants et ont été placés en garde à vue pendant 17h30, un record pour ce genre d'action. Ils ont notamment refusé le prélèvement d'ADN rappelant que celui-ci est réservé aux délinquants, ce qu'ils estiment ne pas être. L'action ayant été menée en plein jour, annoncée dans la presse locale. Un procès devrait avoir lieu en mars 2008.

Paris : illégalité ? Alors que la butte Montmartre est en principe entièrement protégée et que les panneaux 4m x 3m y sont interdits, Decaux a obtenu l'autorisation d'en placer deux dans le haut de la rue Lepic. Pour protester, Sylvain Garrel, élu Vert de l'arrondissement, les a entièrement repeints en vert le 2 septembre 2007. Reste à savoir qui est dans l'illégalité.

Le Mans : procès en préparation. Le 21 mars 2007, les Déboulonneurs de la ville, Pierre Humeau en tête, ont organisé un « vidage » de panneaux publicitaires « sucettes » placés sur les trottoirs. Devant les médias, ils ont ouvert les panneaux, enlevé les affiches et éteint l'électricité... mais dans la nuit qui a suivi, deux panneaux de ce genre ont été victime d'un bris de vitre. Decaux a porté plainte contre X pour ces bris... et les autorités ont entendu, le 25 octobre 2007... les Déboulonneurs, faute de mieux. Procédure en cours.

2050

(HAVAS MÉDIA) n° 18 (JANV. 2008)

Prochaine conférence de presse du collectif des déboulonneurs : le 23 janvier à 14h30 à la mairie du 13ème arrondissement.

LE COURRIER PICARD 24-11-2007

Après l'illégalité les déboulonneurs sensibilisent

PRESSE-Océan 24-11-2007

Actualité Nantes

Les groupes anti-consommation font de plus en plus d'adeptes à Nantes

À l'occasion de la Journée sans achat, petit tour d'horizon des mouvements anti-consommation existant à Nantes. En plein boom.

La Journée sans achat ? Bien sûr qu'ils en seront, ils ne vont pas se gêner. À Nantes, ils sont plusieurs groupes de nouveaux militants à dire stop à la société de consommation. Chacun à sa façon.

Samedi dernier, l'association des Casseurs de pub, soutenue localement par le Groupe nantais pour la décroissance et les Jeunes verts, a posé du papier kraft sur plusieurs dizaines de panneaux publicitaires dans le centre de Nantes. Depuis quelques mois, d'autres dégonflent les pneus des « 4X4 des villes, 4X4 débilés », (une dizaine de véhicules ont été pris pour cible à Nantes). Un autre mouvement encore éteint les enseignes lumineuses des magasins à la nuit tombée (lire nos éditions du mercredi 21 novembre). Certains, enfin, ont dans l'idée de barbouiller les publicités ou de falsifier les slogans. Ils ne devraient plus tarder à passer à l'action.

Le but : interpellier les gens

« Plusieurs collectifs existent. Et nous avons globalement les mêmes revendications, même si les moyens d'action divergent », observe un membre des Déboulonneurs nantais.

L'idée générale est « d'interpeller les gens sur la profonde inadaptation de l'économie de marché à nos réels besoins... » en échappant le plus souvent au carcan des partis et organisations politiques actuelles, jugées trop « immobilières ».

Tous ces opposants au néolibéralisme dénoncent une société fondée sur une « consommation exponentielle dont la seule référence est la croissance ».

« J'étais fatigué de dénoncer sans agir »

Les Déboulonneurs, eux, ont plus particulièrement la publicité, ce « carburant du système capitaliste », dans le collimateur. Pour la faire descendre de son « piédestal », ils ont opté pour le « happening » (intervention artistique à caractère spontané qui exige la participation active du public), une action non-violente menée en plein jour. Le mouvement, né à Paris en 2005, est en train de faire ses adeptes à Nantes.

Principale revendication : limiter la taille des panneaux d'affichage publicitaires. Une première réunion a été organisée en octobre dernier. Elle a réuni quelques personnes, « mais le recrutement se poursuit », ajoute-t-on. En attendant, des étudiants et des actifs ont déjà adhéré. « Moi, j'étais fatigué de me contenter de dénoncer sans agir, explique un militant. Et puis l'arrivée au gouvernement d'hommes politiques prônant ouvertement l'ultralibéralisme m'a décidé ».

Presse-Océan



Les Déboulonneurs militent pour que soit réduite la taille des panneaux publicitaires. : Photo DR



Les messages sur ce panneau en disent long sur leurs intentions...

Le collectif des déboulonneurs, qui lutte contre l'affichage publicitaire, a organisé une action de sensibilisation, hier en fin de journée, place Gambetta. Une action qui se voulait légale, contrairement à celle du 27 octobre dernier.

Mais l'objectif a été atteint. « Notre but était que notre première action aboutisse à une procédure en justice », explique Laurent Gayral. À l'époque, avec un de ses collègues, il avait barbouillé à l'aide de peinture indélébile un panneau situé derrière la Macu. « Les deux barbouilleurs ont été interpellés par la police et maintenus pendant 17 h 30 en garde à vue. Ils ont reconnu les faits, mais ont refusé le prélèvement ADN, ne se considérant pas comme des délinquants. Une convocation au tribunal leur a

été notifiée pour le 20 mars », rappelle le collectif.

Désormais le collectif passe à la phase de sensibilisation, avec une dynamique de soutien « car la procédure judiciaire a un coût ». Chaque quatrième vendredi du mois, les membres du collectif agiront de la sorte : « des actions de désobéissance civile non violente contre le système publicitaire, jusqu'à obtenir gain de cause ». Hier, ils vendaient des tartes et gâteaux sur la place Gambetta, le tout avec quelques musiciens et bien entendu, un panneau pour se défouler...

CH.B

• Pour rejoindre le collectif ou le soutenir : 03 22 42 24 41 ou deboulonneursamiens@no-log.org